

en appétit et provoque de sa part un redoublement d'amitié qui, les circonstances aidant, pourrait être fatale à l'intégrité du Mexique.

Une dépêche de la Nouvelle-Orléans nous apprend une nouvelle qui, sans erreur de transmission, fait peu honneur aux connaissances géographiques de son auteur. La corvette à vapeur française *Empereur* aurait fait naufrage au large de Guadalupe, où elle se rendait. Or, cette ville est située à plusieurs centaines de milles du littoral mexicain, et, avec la meilleure volonté possible, il est difficile de trouver une destination pour une corvette et le large pour y faire naufrage.

Les deux dernières séances du Congrès ont été entièrement dépourvues d'intérêt; très peu de membres y assistaient et aucun vote important n'a eu lieu. Dans le Sénat, M. Sumner a profité de l'occasion qui lui était offerte par la présentation d'une pétition demandant que M. J. Davis fut jugé par une cour martiale, pour déclarer que le procès projeté de l'expédition devant la cour de Richmond serait la plus grande comédie qui ait jamais été jouée sur le théâtre du monde.

Les autorités militaires de l'Alabama ont interdit au capitaine Semmes d'exercer les fonctions de juge de la cour des successions de Mobile où l'avaient appelé les suffrages populaires. Il ne pourra également remplir aucun emploi civil, avant d'avoir reçu son pardon du Président.

LES TROIS-RIVIÈRES.

VENDREDI 25 MAI 1866.

Fête de Nicolet.

Le 24 de Mai 1866 sera un jour mémorable pour la belle et grande institution que le village de Nicolet possède dans son sein et pour tous ceux qui se rattachent par quelque lien à cette célèbre maison d'éducation. Jamais dans le pays semblable démonstration n'avait encore eu lieu et disons-le sans flatterie, le Collège de Nicolet était bien digne, après plus de cinquante années de dévouement, après plus de cinquante années entièrement consacrées à donner au pays ses hommes les plus illustres, ses appuis les plus solides, et plusieurs de ses plus nobles défenseurs, d'être l'objet de cette manifestation encore unique dans le Canada. Oui, le Collège de Nicolet est de nos plus vieilles institutions et une encore de nos plus jeunes par sa force et sa vigueur méritait bien que ses anciens élèves, que ceux à qui elle avait dispensé avec tant d'abondance la science et les vertus, revinssent de tous les endroits du pays lui dire que son souvenir était encore vivace dans leur mémoire, que dans leurs différentes phases de la vie, qu'à travers toutes leurs luttes, toutes leurs fatigues, ils l'avaient conservé inaltérable, que c'était ce souvenir impérissable dans leurs cœurs qui les avait fait rassembler de tous les points du pays sous ce toit qu'ils n'avaient pu quitter qu'en pleurant, et qu'ils revoyaient encore en pleurant mais cette fois de joie et de bonheur.

Heureuse, mille fois heureuse, une institution qui a formé de si nobles cœurs, qui a donné la vie à tant d'intelligences supérieures. Elle était bien digne de cette ovation solennelle dont le retentissement va se faire entendre d'une extrémité du pays à l'autre et dont le souvenir se perpétuera de génération en génération. Mais entrons dans les détails de la fête.

Le rendez-vous pour tous les élèves éloignés avait été fixé aux Trois-Rivières. Aussi, mercredi soir les bateaux venant de Québec et de Montréal en débarquèrent un nombre considérable. Le lendemain matin, de bonne heure, deux bateaux magnifiquement pavés, la *Mouche-à-Peu* et le *Castor* transportèrent les élèves de la ville au village de Nicolet. La plus franche gaieté régna pendant ce court mais plaisant voyage. Que d'élèves ne s'étaient pas revus depuis le départ du Collège, et qu'il est doux, pour des anciens compagnons, de pouvoir se servir la main après tant d'années d'absence. Que de riantes souvenirs se réveillaient alors à la mémoire, que de choses à se raconter! La distance des Trois-Rivières à Nicolet fut rapidement franchie. Une foule considérable attendait l'arrivée des bateaux et bordait les pittoresques hauteurs sur lesquelles est situé le village de Nicolet. La bande des élèves du Collège faisait retentir l'air des plus charmants accords auxquels se mêlaient les joyeuses volées de l'airain. Les évêques se placèrent dans de magnifiques carrosses qui les attendaient, tous les anciens élèves débarquèrent ensuite et prirent la route du Séminaire. En posant le pied sur ce sol qu'on avait foulé tant de fois une émotion générale s'empara de tous les cœurs et des hurrahs enthousiastes ébranlèrent tous les échos de la petite rivière de Nicolet et de toutes les boeages dalentour. La belle et spacieuse allée qui conduit au Séminaire était pompeusement ornée, des étendards flottaient de chaque côté de distance en distance et sur la façade du collège, on lisait cette inscription toute cordiale : *Soyez les bienvenus.*

Qu'il était beau, qu'il était imposant de voir défiler cette foule d'élèves dont tous les regards étaient alors fixés sur l'institution où ils avaient coulé les plus tranquilles et les plus sereines années de leur vie et dont tous les cœurs étaient animés du même sentiment, celui d'une affection profonde et impérissable pour cette maison d'éducation!

Arrivée près du Collège, la foule s'arrêta, des fauteuils furent donnés aux évêques et Son Honneur le Juge Mondet, de Montréal, lut l'adresse suivante :

AU RÉVÉREND MESSIEUR THOMAS CARON, VICAIRE GÉNÉRAL, SUPÉRIEUR DU COLLÈGE DE NICOLET.

Monsieur le Supérieur,

Nous venons avec votre bienveillante permission, revoir et saluer notre commune ALMA MATER, et vous présenter nos hommages respectueux.

Veuillez croire que cette démarche nous a été suggérée par le sentiment d'affection et de gratitude pour cette chère institution qui a dirigé nos premiers pas dans le vaste champ des connaissances humaines, sentiment qui ne s'efface jamais dans le cœur d'un élève de Nicolet.

Oui, M. le Supérieur, cette affection existe chez nous tous par le souvenir des jours de bonheur que nous avons passés dans cette enceinte pendant notre jeunesse, elle existe par l'impression salutaire qui nous est restée de la douce et paternelle sollicitude de nos bons directeurs pour assurer notre progrès dans les vertus et les sciences, elle existe par le lien de fraternité que vous avez le don d'établir entre

vos élèves et qui les attache d'une manière si remarquable, les uns aux autres et plus fortement encore à l'institution qui les a formés. C'est ce lien qui nous réunit aujourd'hui tous ensemble, comme des frères à la maison paternelle, pour retrouver encore dans cette atmosphère ce charme particulier de la belle nature qui enchaîne, et dont Nicolet est si admirablement favorisé.

Mais, M. le Supérieur, nous sommes comme une famille de guerriers envoyés par cette institution sur tous les points du pays pour combattre les combats de la patrie et de la religion avec les armes de la science qu'elle nous a confiées avant notre départ. Nous revenons de ces combats considérablement décimés; des hommes bien distingués par leur savoir, par leurs vertus, et par l'héroïsme apostolique ont succombé sur le champ de leurs opérations; les aînés de la famille surtout, ceux-là peut-être qui ont jeté le plus de gloire sur Nicolet et qui nous ont donné le bon exemple du travail et de l'industrie comme condition essentielle du succès dans toutes les carrières, ont été moissonnés depuis longtemps déjà.

C'est en effet une des principales gloires de notre maison, M. le Supérieur, que d'avoir fourni un contingent si considérable de pionniers de la colonisation sur ce continent. Depuis les Montagnes Rocheuses et la Rivière Rouge jusqu'aux Provinces du Golfe, depuis les limites des Cantons de l'Est jusqu'à la Mantawa et les plaines du Saguenay, les élèves de Nicolet, avec un dévouement, un patriotisme intelligent inspiré par la religion et éclairé par les connaissances acquises dans cette institution, ont ouvert de nouvelles voies à la colonisation en faisant pénétrer dans les forêts la lumière du christianisme. Quant à ceux qui, comme nous, sont restés au centre des anciens établissements, mêlés à toutes les origines, et ayant à lutter d'émulation avec des hommes venus de toutes parts, ils se sont efforcés dans la mesure de leur énergie de suivre les traces de leurs devanciers et de contribuer à placer le collège de Nicolet au niveau des premières institutions du Canada.

Dans l'Épiscopat, dans la magistrature, dans le barreau, dans la profession médicale, dans la politique, dans la presse, ils occupent un rang honorable pour eux-mêmes et pour cette maison. C'est pour quoi nous avons eu la pensée que une réunion comme celle-ci ne pouvait être que fort agréable à la Direction actuelle du Collège de Nicolet, et à tous les élèves appelés à y prendre part. Maintenant, M. le Supérieur, nous désirons offrir à cette maison que vous dirigez si bien, avec nos souhaits de prospérité pour l'avenir un témoignage d'affection et de reconnaissance plus substantiel et plus durable que nos paroles, en souvenir de notre présente visite.

D'abord, nous vous prions de vouloir bien accepter un Album contenant nos photographies. En second lieu, si vous l'agréz, nous avons pris des arrangements pour faire ériger dans votre chapelle un orgue destiné à perpétuer le souvenir des rapports harmonieux qui existent entre les élèves de Nicolet et leur attachement à cette institution. Pour nous personnellement, M. le Supérieur, daignez recevoir les quelques volumes que nous vous offrons, comme témoignage de la considération et du respect que vous portez tous les anciens élèves du Collège de Nicolet.

M. le Grand-Vicaire T. Caron, fit à cette adresse la réponse suivante d'une voix forte et émue :

Messieurs, Honorables Messieurs, Messieurs.

Ce bonheur et cette gloire étaient réservés à notre maison de voir en ses murs, mais comme autrefois à sa table, ses nobles enfants, réunis par un sentiment de reconnaissance et d'affection. Aussi Messieurs, le jour qui vous ramène à votre Alma Mater est le jour qui vous ramène à votre Alma Mater. Ce bonheur et cette gloire étaient réservés à notre maison de voir en ses murs, mais comme autrefois à sa table, ses nobles enfants, réunis par un sentiment de reconnaissance et d'affection. Aussi Messieurs, le jour qui vous ramène à votre Alma Mater est le jour qui vous ramène à votre Alma Mater. Ce bonheur et cette gloire étaient réservés à notre maison de voir en ses murs, mais comme autrefois à sa table, ses nobles enfants, réunis par un sentiment de reconnaissance et d'affection. Aussi Messieurs, le jour qui vous ramène à votre Alma Mater est le jour qui vous ramène à votre Alma Mater.

Que penseraient les Plessis, les Brassards et les premiers docteurs de cette institution à si naissance, s'il leur était donné de voir ce que nous voyons aujourd'hui?

Que ne diraient-ils pas s'ils pouvaient contempler ici, dans cette imposante réunion, le plus beau témoignage de leurs succès, et ensemble de forces écloses de leur inspiration et si noblement employées au service de ce qu'ils ont le plus aimé, l'Eglise et leur pays! Ce qu'ils diraient, Messieurs, qu'il nous soit permis de vous le dire : "Élèves de Nicolet, vous avez rempli votre mission. On vous a vus au poste du dévouement et de l'honneur, et partout où la religion, où la patrie ont requis vos services, on n'a pas tardé à distinguer la trace de vos pas. Vos pères, élèves de Nicolet, ont le droit d'être fiers de vous." Honneur aux fondateurs de cette maison pour avoir conçu de hautes pensées; honneur à vous, Messieurs, pour les avoir si magnifiquement réalisées!

Quant au lien de fraternité qui rattache entre eux les élèves de Nicolet, à ce bienveillant souvenir qui les relie à l'institution qui les a formés, on a pu le remarquer, en plus d'une circonstance, et la réunion présente en est une preuve aussi éclatante que douce à constater.

C'est là une fortune dont Nicolet est redevable à ses premiers directeurs, à l'un d'eux eux surtout, Joseph Onésime Leprohon, âme également douée de fermeté et de tendresse, qui savait trouver un fils dans chacun de ses élèves, un ami dévoué dans chacun de ses enfants. Merci à vous, Messieurs, vous qui, plus jeunes avez dû conserver cette tradition d'attachement qui vous fait honneur, et qui continuera, nous l'espérons, de distinguer les élèves de Nicolet. Cet attachement sera de notre part rendu plus vif encore, s'il est possible, par le cadeau de vos portraits. Vos souvenirs resteront plus fortement empreints dans ces lieux que vous avez aimés, et chacun de nos élèves, en se familiarisant d'avantage avec la pensée de leurs prédécesseurs, se sentira excité dans la voie qu'ils ont tracée.

Nous recevons encore avec reconnaissance pour être un monument perpétuel de votre générosité, le second cadeau que vous avez bien voulu nous offrir. Il demeurera cet instrument deux fois précieux, dans notre chapelle, sous le regard de Dieu, comme un harmonieux témoin de tout un passé que le jour prochain fait revivre. Il chantera dans nos fêtes, il pleurera dans nos deuils, et le souvenir sympathique, gardera fidèlement parmi nous, le souvenir de voix aimées. Il rappellera à Dieu dans les solennités sacrées, par la douceur de ses symphonies, le grand

concert d'actions générales que les élèves de Nicolet ont entreprises pour sa gloire, partout où la Providence les a dispersés.

Il me reste à vous exprimer, Messieurs, ce que je ne puis exprimer, les sentiments de ma gratitude, pour les paroles si bienveillantes qui m'ont été adressées, et pour le cadeau qui les accompagne. Quelque indigne que je me reconnaisse, d'une telle distinction, je ne puis être insensible au sentiment qui les a dictés. J'y vois, une attention nouvelle pour la maison dont j'ai l'honneur d'être le Supérieur, et à ce titre je l'accepte avec reconnaissance.

Tous les élèves se placèrent ensuite en un groupe, afin de permettre à un photographe envoyé sur les lieux par M. de Livernois de Québec de prendre la photographie de cette imposante réunion.

[A Continuer.]

L'espace ne nous permet pas de prolonger pour aujourd'hui ce compte-rendu, nous continuerons dans notre prochaine feuille.

L'émigration.

A chaque année, au retour du printemps, les journaux annexionistes en voyant une certaine partie de la population canadienne diriger ses pas vers la république voisine, font entendre des lamentations qui dans leur bouche, ont peu de sincérité. Ce n'est pas précisément les funestes effets qui résultent pour le pays de cette émigration déplorable qui leur font proférer ces cris de douleur, mais c'est parce qu'ils voient un prétexte de dénigrer des hommes dont le patriotisme est pour le moins aussi bien connu que le leur. Aussi, lisez toutes leurs jérémiades, vous y verrez toujours qu'ils rejettent toute la responsabilité de l'émigration canadienne aux États-Unis sur l'administration qui nous régit et sur notre position comme colonie. Ils ne doivent pourtant pas ignorer qu'ils ont contribué en grande partie à établir ce courant fatal qui entraîne un grand nombre de victimes dans le gouffre béant qui existe à nos côtés.

Quels sont les hommes au milieu de nous qui ont pris pour devise éternelle de toujours nous représenter la république américaine comme un pays où l'on peut toujours trouver des moyens de subsistance honnête et bien souvent amasser de grandes fortunes? N'est-ce pas précisément ceux-là mêmes qui s'étonnent aujourd'hui qu'une partie de notre population ait prêté l'oreille à leurs funestes paroles? Aujourd'hui même que le peuple américain est égaré de taxes, résultat infaillible d'une longue guerre civile, ne voyons-nous pas ces mêmes hommes, malgré l'évidence des faits, s'efforcer par tous les moyens possibles à nous démontrer que les charges aux États-Unis, sont moins lourdes qu'ici et que, par conséquent la vie y est plus facile. Nous n'avons nullement le dessein de dénigrer la prospérité matérielle de nos voisins, quoique l'on puisse avoir une idée plus ou moins favorable de cette prospérité, mais c'est vouloir se jeter dans l'absurde que de prétendre que le citoyen américain, avec les impôts de toute espèce qui l'écrasent actuellement, est dans une meilleure condition que le canadien de vivre et de faire des économies? Ce n'est pas avec des chiffres plus ou moins élastiques et puisés à des sources plus ou moins pures, que l'on obtiendra l'adhésion des gens sensés à cette prétention ridicule qui trouve son démenti le plus formel dans ces droits énormes qui frappent l'introduction des produits étrangers. C'est dans le but de faire face à la situation critique produite par leur dernière guerre, que les Américains en agissent ainsi. C'est là un fait évident que les calculs les plus ingénieux ne peuvent détruire.

Si les annexionistes étaient sincères en déplorant l'émigration canadienne, ils ne manqueraient pas de signaler aux émigrants toutes les conséquences de leur exil volontaire. Ils savent bien, car c'est un fait démontré par l'expérience, que la plupart d'entre eux vivent misérablement sur le sol de nos voisins. Tous ceux à qui il a été donné d'observer de près la condition de nos compatriotes dans la république américaine, nous en font le plus triste tableau, même au point de vue matériel.

Pourquoi donc les journaux annexionistes gardent-ils le silence sur ce fait bien propre à retenir au milieu de nous ceux dont l'esprit est trop enclin à se laisser fasciner par des rêves de fortune qui ne se réaliseront jamais. Quand bien même tous les reproches qu'ils adressent à l'administration seraient fondés, cela ne devrait pas les empêcher, puisqu'ils nous disent qu'ils déplorent l'émigration, de représenter aux émigrants le sort qui les attend de l'autre côté des lignes. Mais non, loin de là, ils leur font entrevoir une ère de prospérité certaine, une fois qu'ils seront rendus sur la terre du républicanisme, et d'un autre côté ils ne cessent de répéter qu'ici l'on vit dans une atmosphère empestée sous le joug odieux de la métropole. Et ils s'étonnent qu'après avoir ainsi apprécié les deux pays, des esprits trompés donnent leur préférence à nos voisins. Ce qui nous étonne le plus nous, c'est leur étonnement même. Ah, l'histoire impartiale vous jugera sévèrement sur ce point, soyez en certains.

Il faut sans doute au colon canadien du courage du travail, de l'énergie et de la persévérance pour s'établir sur les terres encore incultes de son pays. Il lui faut même dans les premières années de son établissement s'astreindre à de nombreuses privations, et faire de grands sacrifices, mais les sueurs qu'il répand sont récompensées dans la suite. Nos pères n'ont pas défriché le Canada sans peine ni sans fatigue. Pourquoi leurs descendants ne les imitent-ils pas?

Si on ne leur conseillait pas faussement, qu'ailleurs l'on peut vivre sans se donner autant de tracas, sans s'imposer autant de peines, la colonisation marcherait sans doute plus rapidement et nous pourrions espérer voir l'émigration, sinon cesser entièrement du moins diminuer beaucoup et se ralentir considérablement.

Nouvelles Féniciennes.

Les officiers de douane des États-Unis ont parait-il, saisi dernièrement à Rouse's Point un envoi d'armes qui étaient destinées à Ogdenburg. Ces armes étaient venues par route du lac Champlain. Les officiers en voyant les boîtes concurrent quelque soupçon et ils en ouvrirent une. Ils envoyèrent aussitôt un télégramme à Washington et la réponse fut de saisir les armes et de les empêcher de parvenir à leur destination. Quelques chefs féniciens les réclamèrent, mais les autorités n'accédèrent pas à leur demande. D'un autre côté, on annonce que deux bateaux

qu'on a supposé être chargés de féniciens ont été opérés une descente dans Indian Island et que des coups de feu ont été échangés. Un vaisseau anglais, le *Niger* parti de Campo Bello pour l'île et à son arrivée les féniciens prirent la fuite.

Ces mouvements donneraient à supposer que l'on tente encore quelques coups de main. Cependant la discorde qui règne dans presque tous les cercles de la fraternité est entièrement rassurante. Stephens même, malgré son éloquence et sa réputation ne peut réussir à calmer cette guerre intestine.

La Fête de la Reine.

Hier, était le glorieux anniversaire de la naissance de notre gracieuse souveraine, la reine Victoria. Les fidèles sujets de Sa Majesté ont dû comme par le passé, témoigner de leur reconnaissance et de leur attachement à la couronne britannique en cette solennelle circonstance. Les citoyens des Trois-Rivières ont célébré comme d'habitude cette grande réjouissance où la gaieté franche et les protestations de loyauté à la mère-patrie n'ont pas fait défaut. Dans l'après-midi, les deux compagnies volontaires de la ville et ceux du collège des Trois-Rivières, ont parodé dans les rues, précédés de leurs corps de musique. Il est à regretter cependant que l'incorrection du temps ait malheureusement empêché toute autre démonstration d'avoir lieu.

A 10 heures du soir un magnifique et riche dîner apprêté dans toutes les règles de l'art culinaire, était servi à l'Hôtel Farmer; une quarantaine de joyeux convives y prenaient part, animés du plus vif désir de faire la guerre à tous les mets délicieux étalés avec grâce sur une table splendide. Son Honneur le Maire, Sévère Dumoulin, Ecr., présidait la réunion.

Les santés suivantes ont été successivement proposées par son honneur le Maire.

La Reine, puis le God save the Queen, chanté par A. B. Cressé, Ecr. Avocat.

Le Prince de Galles, et la famille royale.

Le Gouverneur Général.

L'Armée, la Marine et les Volontaires, auxquelles a répondu le Capt. Barnard.

L'Empereur Napoléon et l'empire français, répondu par L. A. Bourdages, Ecr. Avocat. Chanson, la Marseillaise, par A. Larue, Ecr. Avocat.

Le Président Johnson.

Le Maire et la Corporation, proposée par J. Broster, Ecr., à laquelle a répondu Son Honneur le Maire.

La législature, proposée par William McDougall, Ecr. Avocat, réponse, par C. B. de Niverville, Ecr. Représentant de la Cité.

La Magistrature et le Barreau, réponse, par A. B. Cressé, Ecr.

L'Industrie et le Commerce, proposée, par J. Ward, Ecr. réponse, par J. Broster, Ecr.

Les Dames, réponse, par A. Larue, Ecr.

Il est à regretter que l'honorable L. A. Olivier, Conseiller-Législatif pour la Division Lanaudière et Joseph Bellerose, Ecr., Membre pour le comté de Laval, invités au dîner, aient été obligés de laisser les convives à l'arrivée du *Québec*, et n'ont pu, sur l'invitation qui leur en a été faite, répondre aux santés portées aux deux chambres du parlement. Ces deux Messieurs étaient de retour de Nicolet, et devaient le soir même prendre passage à bord du vapeur *Québec* allant à Montréal, et il y avait à peine un quart d'heure que le dîner était commencé lorsque ce vapeur est arrivé.

Les convives se sont séparés vers une heure du matin. L'ordre le plus parfait et la plus vive gaieté n'ont cessé de régner pendant tout le repas.

Le Conflit en Europe.

Les dernières nouvelles d'Europe sont des plus alarmantes. La guerre paraît être le seul moyen de résoudre les difficultés. L'imminence d'une rupture se fait sentir énormément sur les marchés monétaires. Une crise affreuse est déjà commencée à Londres. La maison Overend, Gurney et Cie., et celle de MM. Peto et Betts ont failli pour un montant considérable. La banque d'Angleterre a vu, aux dernières nouvelles, élever son taux d'escompte de trois pour cent.

Un discours prononcé par l'Empereur Napoléon en réponse à une adresse du maire d'Auxerre a en le plus grand retentissement. On le regarde comme un signe de guerre presque certain.

Voici les lignes peu rassurantes de ce petit discours.

Je vois avec bonheur que les souvenirs du premier Empire ne sont pas effacés de votre mémoire. Croyez que de mon côté j'ai hérité des sentiments du chef de ma famille pour ces populations énergiques et patriotes qui ont soutenu l'Empereur dans la bonne comme dans la mauvaise fortune. J'ai, d'ailleurs, envers le département de l'Yonne une dette de reconnaissance à acquitter. Il a été un des premiers à me donner ses suffrages en 1818; c'est qu'il savait, comme la grande majorité du peuple français, que ses intérêts étaient les miens, et que je détenais comme lui ces traités de 1815 dont on veut faire aujourd'hui l'unique base de notre politique extérieure.

Cette haine des traités de 1815 laisse assez percer la pensée de voir l'unité allemande, caressée par M. de Bismark, se réaliser bientôt.

On arme de tous côtés, en Prusse, en Autriche, dans les états secondaires de l'Allemagne et en Italie surtout. D'un moment à l'autre l'on s'attend que le canon va gronder. En Italie, dans les principales villes, on entend que ces cris poussés par des multitudes en délire : *Vive la guerre! Vive Garibaldi! Vive le Roi!*

C'est là une affreuse tourmente dont la Providence se servira peut-être pour châtier les nations européennes qui ont accumulé sur leur tête les plus effroyables iniquités et pour récompenser les justes des tribulations que le crime soutenu par la force leur a fait souffrir!

Les membres de l'Union St. Joseph, ont assisté en foule mercredi dernier aux funérailles de leur défunt associé, M. Maxime Bonnerive. C'est une preuve élatante du lien de fraternité qui unit tous les membres de cette association. Nous félicitons la société sur la noble conduite qu'elle a tenue en cette circonstance : tant que des sentiments aussi louables l'animeront elle sera forte et puissante et digne des plus magnifiques éloges.

Tentative d'assassinat.

Il n'y a pas encore longtemps, l'empereur de Russie échappait à une tentative d'assassinat. Aujourd'hui c'est le tour de M. Bismark. Le ministre du roi Guillaume sortait, parait-il, du palais de ce dernier et traversait la promenade du Linden, lorsqu'un jeune homme du nom de Blind, étudiant à une université d'Allemagne lui tira deux coups de pistolet dans le dos. Cependant M. de Bismark ne fut pas atteint. Il se retourna et saisit l'assassin qui lui tira encore deux autres coups qui portèrent encore à faux. Les habits du ministre seulement ont été brûlés.

Nos Volontaires.

Le col. Brown a inspecté mardi dernier les deux compagnies volontaires de cette ville. Il a été bien satisfait de leur bonne tenue et de l'habileté qu'elles ont déployées dans les mouvements qu'on leur a fait exécuter.

L'association d'exercice du collège St. Joseph a aussi passé en revue le même jour. Le colonel a grandement félicité les élèves sur leur capacité et dit qu'ils feraient un bon rapport de ce qu'il avait vu, au gouvernement. Il a hautement approuvé ces associations d'exercice dans les collèges et dans son opinion il pense que le pays en retirera de grands avantages.

Nous sommes heureux d'apprendre que le Conseil de Maskinongé a passé dernièrement un règlement abolissant complètement la vente des liqueurs enivrantes dans les limites de sa juridiction. Cette abolition a été obtenue sur une requête présentée au Conseil par tout le clergé de ce comté. C'est là une heureuse démarche dont les fruits ne tarderont pas à se faire sentir dans toutes les paroisses du comté de Maskinongé.

La correspondance, "J. T." et une poésie ayant pour titre : "Le Printemps." forment remises au prochain numéro.

QUELQUES CONSIDÉRATIONS

Sur les rapports de la Société civile avec la Religion et la Famille.

33ème article. — Voir les Nos. 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92 et 93.

Le Journal des Trois-Rivières.

POLITIQUE, INDUSTRIEL ET LITTÉRAIRE.

M. McLEOD, Rédacteur.

"IN NECESSARIIS, UNITAS; IN DUBIIS, LIBERTAS; IN OMNIBUS, CHARITAS."

DUPRESNE & Frères, Éditeurs-Propriétaires.

Nouvelles Étrangères.

La question austro-prussienne au corps-législatif français. Séance du 3 mai.

Discours de M. THIERS.

M. THIERS. Messieurs, vous venez d'entendre le langage grave, solennel, élevé, de M. le ministre d'Etat. Vous l'avez applaudi, je l'approuve; mais les résultats obtenus jusqu'ici ont-ils été à la hauteur de ce langage?

Si la Chambre partage l'opinion de M. le ministre d'Etat, si elle juge qu'un débat sur un pareil sujet peut avoir de graves inconvénients pour le pays, qu'elle ne s'occupe pas, il faudrait encore qu'elle le dise. Si d'ailleurs, même en l'approuvant, — et c'est ce qui m'arrive à moi-même, — la Chambre désire qu'elle fût plus prononcée, plus active, dans le sens de la paix, il serait bon qu'on s'expliquât. C'est ce que je vais faire, si la Chambre y consent (Où! oui!)

Je viens défendre devant vous une chose sainte et sacrée, le droit, aujourd'hui odieusement violé, le droit, sans lequel aucune nation ne peut vivre en repos, le droit qui fait non seulement la sécurité, mais aussi la dignité et la moralité des nations; le droit, sans lequel l'Europe serait bientôt une Asie vouée aux entreprises du plus fort. (Marques d'approbation.)

Lorsque, en effet, Napoléon était déjà à l'île d'Elbe, l'impératrice Joséphine, enfermée dans Hambourg, résistait aux armées coalisées pour ne pas livrer, sans un ordre du roi de France, l'armée et le grand matériel réunis dans cette place, que faisait le Danemark? Il restait seul fidèle au maréchal jusqu'au moment où l'héroïque soldat lui disait: "Je ne puis rien pour vous, vous ne pouvez rien pour moi; séparons-nous."

Et comment le Danemark fut-il récompensé de sa fidélité à la France? On lui prit le beau royaume de Norvège, on lui donna pour dédommagement ce petit duché de Lauenbourg, que la Prusse et l'Autriche lui ont repris, et que la première de ces puissances a acheté à la seconde aux prix de cinq ou six millions, à peu près ce qu'un de nos grands financiers payerait une maison de plaisance. (Rires d'adhesion.)

Le Danemark cependant est demeuré paisible, pratiquant sa profession de peuple commerçant, jusqu'à ces temps derniers; mais il avait sa maison d'Albe, il avait ses deux duchés.

Tout le monde la connaît, cette géographie que les événements récents nous ont cruellement appris. Tout le monde sait que ce composé d'îles est relié au continent allemand par une langue de terre que l'Eider divise en deux parties: le Holstein qui confine au territoire allemand, et le Sleswig qui confine au Jutland. Dans le Holstein, à cause du voisinage de l'Allemagne, il y a beaucoup d'Allemands, c'est une province allemande. Mais le Sleswig, où il n'y a que peu d'Allemands, n'a jamais été une province allemande, n'a jamais appartenu à la Confédération. L'Allemagne, qui est une nation profondément honnête, mais passionnée, n'avait pas sur le Sleswig plus de droits qu'elle n'en aurait sur l'Alsace, où l'on parle allemand.

A l'égard du Holstein, jusqu'où allait le droit de l'Allemagne? Jusqu'au droit de la Confédération germanique sur les provinces qui en font partie. Elle ne pouvait pas dire au souverain: Vous constituez cette province de telle ou telle façon. La Diète pouvait seulement en cas de contestation sur la constitution, ordonner l'exécution fédérale, c'est-à-dire ordonner à telle ou telle province de la Confédération de se transporter sur les lieux, d'y faire en quelque sorte un acte possessoire, en attendant qu'un tribunal décidât. La Diète n'avait à l'égard du Holstein, qu'un droit de juridiction, nullement un droit de conquête, car il n'y a pas de droit de conquête à l'égard d'un confédéré.

Déjà, en 1848, on avait essayé de troubler la possession de Danemark dans les duchés. Une guerre eut lieu; mais l'Europe intervint: la Prusse, qui avait à sa tête un prince modéré, s'arrêta, et la paix fut négociée. Tout était pacifié, lorsque en 1852, le roi de Danemark, craignant que la question de succession n'engendrât des difficultés après sa mort ou après celle de son fils, voulut la régler d'avance. La

Chambre a entendu, il y a quelque temps, sur ce sujet, un discours fort juste, fort remarquable, au quel j'ai rendu toute justice et à cause du discours et à cause de celui qui l'a prononcé. (Très-bien! très-bien!)

Le roi de Danemark choisit le prince de sa famille qui lui parut réunir à la fois le plus de droits et le plus d'aptitudes; il se mit d'accord avec son peuple, et cela fait, il s'adressa à l'Europe, cette grande autorité si élevée qui représente la société universelle lorsqu'elle intervient dans un arrangement de succession et qu'elle le déclare conforme au droit, conforme à l'intérêt européen, conforme à cet équilibre si nécessaire à l'indépendance des nations. Le Danemark appela la France, l'Angleterre et la Russie, pour les puissances continentales et maritimes; l'Autriche et la Prusse, pour l'Allemagne, et enfin la Suède.

L'Europe, ainsi convoquée, a fait le traité de 1852 qui déclare que, dans l'intérêt de l'équilibre européen, l'intérêt du Danemark doit être maintenu, traité qui a été signé par la Prusse et l'Autriche. A cet intérêt, la Russie fit le sacrifice de ses droits dynastiques sur le Holstein.

Il y avait une famille qui depuis a fait beaucoup de mal à son pays, mais à laquelle on doit soulever cependant que l'iniquité profite, car il vaut mieux voir la Confédération s'accroître d'un membre que de la voir bouleverser l'Europe; la famille d'Augustenbourg avait des droits très contestés, mais même aujourd'hui par ceux qui s'en sont d'abord servis.

Pour lui ôter même le prétexte d'une réclamation, on lui donna 10 millions qu'elle accepta. Tout paraissait donc terminé.

L'Europe consacra le traité. Aux puissances signataires étaient venus se joindre la Hollande, la Belgique, l'Espagne, le Portugal, le Piémont, la Toscane, le royaume de Naples et la Grèce.

Quel est donc l'autorité qui peut avoir la prétention de dominer sur les hommes, si une telle consécration ne suffit pas? Il faudrait demander à Dieu lui-même de sortir du mystère sublime où il a cru devoir s'enfermer à l'égard des hommes, et de descendre sur la terre pour gouverner lui-même les peuples.

Pour attaquer un état de chose ainsi réglé, on a mis en avant un argument bien mesquin. On a prétendu que la Confédération n'avait pas été consultée. C'est vrai; mais après la guerre de 1848, on ne pouvait convoquer la Confédération sans exciter les orages que renferme la question des nationalités; on pensa donc qu'il valait mieux s'adresser séparément aux diverses puissances allemandes; le Hanovre, la Hesse, le Wurtemberg adhèrent; la Saxe elle-même qui a joué un rôle bien agressif dans cette question, finit par se rallier.

On excite donc une tempête contre ce malheureux Danemark, on soulève la question de la candidature du duc d'Augustenbourg; on l'attire de sa personne sur les lieux. La Diète elle-même, qui est d'habitude une sage personne, grave et mesurée (On rit), mais qui a aussi ses faiblesses, veut accorder quelque chose à la popularité; elle ordonne l'exécution fédérale. Pourquoi l'exécution fédérale? Parce que le Holstein n'était pas constitué comme on aurait voulu qu'il fût. Mais la Confédération, je lui dit, n'avait sur le Holstein qu'un droit de juridiction.

La Saxe et le Hanovre acceptent la mission dont la Diète les investit; leurs troupes entrent dans le Holstein. Que font les Danois? Reconnaissant que la procédure en elle-même est régulière, ils se retirent derrière la ligne qui sépare le Holstein du Sleswig, où ils étaient chez eux, résolus à se défendre. La Diète est donc entrée en possession paisible du Holstein, mais seulement à titre de dépôt. A ce moment, l'Autriche et la Prusse assistaient froidement à ce spectacle. L'Autriche avait alors pour premier ministre un esprit sage et loyal, le regrettable M. de Schmerling, qui voyait avec appréhension le débordement de ces idées nouvelles de nationalité.

Le ministre entreprenant qui aujourd'hui occupe tant la renommée — je désire que ce soit pour sa gloire et pour le bonheur de son pays, — restait, lui aussi, observateur attentif et inerte. Il voyait dans

les mains menaçantes se tendirent vers Pâquerette. Celui-ci s'était jeté à deux genoux devant son juge. Bonchemin le repoussa durement du pied. "A mort! à mort!" criaient de toutes parts. "Vingt couteaux" brillèrent à la fois et leurs lames aiguës et menaçantes se levèrent sur la tête du coupable.

"Pas de sang!" dit Bonchemin d'une voix vibrante en étendant la main au-dessus de la tête de Pâquerette: il en coula assez sur la place publique... Laissez à Ance son ignoble besogne!" Les lames rentrèrent dans l'ombre. Tous ces hommes obéissaient à celui qui paraissait être leur chef, avec une promptitude décelant pour ce chef plus d'amour et de respect que de crainte. Pâquerette, agénois, attendait que son sort fut prononcé.

"Lève-toi!" reprit Bonchemin. Sors d'ici! et viens-tout en attendant la main aux premiers rayons du jour te trouvent encore dans la ville, le soleil ne se couchera pas avant que ta tombe ne soit creusée dans la vase de la rade!"

Pâquerette se redressa à demi; "Pardonne-moi! dit-il; j'étais ivre... j'ai obéi à un mauvais instinct..." "Il ne fallait pas t'enivrer!" répondit Bonchemin. "Il fallait résister à tes passions mauvaises..." "Pardonne-moi!" "Jamais! Je t'avais cru digne de miséricorde; j'avais cru qu'il y avait encore en toi une étincelle d'honnêteté et d'honneur..." "Je me suis trompé. Tu n'es qu'un lâche bandit, un misérable voleur! Va! sors d'ici pour n'y plus rentrer!" "Pardonne-moi!" dit encore Pâquerette dont l'émotion allait croissant.

"Demande à ceux qui t'entourent s'ils veulent te pardonner! Si une seule voix s'élève en ta faveur, si une seule main se tend vers toi... je te fais grâce!"

Pâquerette se leva tout à fait et promena autour de lui ses regards anxieusement interrogateurs; mais toutes les bouches demeurèrent muettes, toutes les mains restèrent immobiles, et tous les yeux même se détournèrent avec un mépris évident.

Pâquerette frissonna. Cette réprobation générale dont il était l'objet sembla produire sur lui un effet étrange. Il regarda encore ses compagnons, se retourna vers Bonchemin, serra les poings, et, paraissant prendre une résolution subite, il s'élança vers la porte; mais à peine avait-il fait quelques pas qu'il se retourna encore. Cette fois un poignard au brillant dans sa main.

"Pardonne-moi!" dit-il. "Non! tu as volé, tu es un lâche!" répondit Bonchemin sans s'effrayer de cette pantomime qui pouvait cependant être agressive.

Pâquerette fit un geste brusque et s'affaissa sur lui-même. Le malheureux venait de s'enfoncer dans la poitrine le poignard qu'il tenait à la main. Deux hommes se précipitèrent vers lui.

"S'est-il donc tué?" demanda Bonchemin. "Non, répondit l'un des hommes, il respire encore."

"Portez-le à l'infirmerie et qu'on le soigne." Les deux hommes voulurent enlever le corps de Pâquerette; mais les malheureux fit un effort, les repoussa, et se traînant tout égaré jusqu'aux pieds de Bonchemin:

"Pardonne-moi, dit-il, tu je veux mourir là!" Bonchemin se pencha; son regard, d'ordinaire dur et inflexible comme une lame d'acier, s'émoussa en rencontrant celui du blessé. Son oeil limpide se voila légèrement.

"Jures-tu d'être désormais fidèle à la religion du Christ et à l'honneur?" dit-il; jures-tu de ne jamais mériter un reproche?"

Pâquerette porta la main à sa poitrine, et étendant ses doigts imprégnés de son sang qui coulait à flots:

"Je le jure!" répondit-il. "Alors... je te pardonne!" Le blessé saisit la main qui s'étendait vers lui, la pressa contre ses lèvres et retomba en arrière; il ne put se relever. Les deux hommes qui avaient voulu le secourir, l'enlevèrent dans leurs bras et le portèrent hors de la salle.

Cette scène émouvante avait produit un profond effet sur tous les assistants; après la sortie de Pâquerette, tous les regards s'étaient fixés sur Bonchemin.

"Silence!" dit l'homme que Cormoran venait de désigner sous ce nom de Bonchemin, et qui paraissait posséder une influence si extraordinaire sur tous les assistants.

Les murmures cessèrent. Bonchemin fouilla sous sa vareuse et tira un pistolet passé dans la ceinture de laine qui entourait sa taille.

"Vous tous qui êtes ici, dit-il en élevant la voix et en promenant son regard sur tous les points de la salle, m'avez-vous reconnu pour votre grand justicier?"

"Oui! oui!" s'écria-t-on unanimement. "M'avez-vous donné sur vous tout droit de vie et de mort?"

"Oui!" dit-on encore. "Ce droit, vous le repentez-vous aujourd'hui de me l'avoir accordé?"

"Non! non!" s'écrièrent toutes les voix. Bonchemin se retourna vers Pâquerette et leva lentement le canon de l'arme qu'il tenait à la main:

"Qu'a-t-on fait hier soir rue de la Nation? reprit-il d'une voix lente. Réponds sans hésiter ou tu vas mourir!"

Le pistolet présentait sa gueule à la hauteur du visage de Pâquerette: le malheureux était livide.

"On a volé!" dit-il. Un cri d'indignation jaillit de toutes les bouches.

"Silence!" dit Bonchemin. Puis revenant à Pâquerette:

"L'auteur du vol?" continua-t-il. Pâquerette se prit à trembler plus fort.

"L'auteur du vol?" répéta Bonchemin. L'index pressait légèrement la détente du pistolet. Pâquerette vit le mouvement.

"C'est moi!" dit-il en se jetant de côté. Bonchemin releva l'arme et regarda de nouveau ses assistants.

Ceux-ci semblaient tous ressentir une réprobation profonde.

"Il y a donc un misérable voleur parmi nous!" dit Bonchemin.

Cette phrase fut l'étincelle qui mit le feu à toutes les colères. Un bourra formidable éclata, et toutes

ce qui se passait en Allemagne une maille très vive de cet esprit libéral avec lequel il était aux prises, et il disait au Danemark de ne pas s'inquiéter.

Tout à coup; on ne sait quelle génie a parlé à son esprit, il change de politique; il pense, comme d'autre qu'une manière de se dispenser d'être libéral, c'est de jouer le démocrate. (Bruit et rires.) Il dit aux patriotes allemands qu'il va prendre en main la cause de la Confédération, et il marche sur les duchés.

L'Autriche fit la faute, et il faut la lui pardonner en faveur de ses intentions, de s'unir à la Prusse pour une action commune, dans la pensée de modérer l'ardeur, la véhémence du ministre prussien.

Alors 80,000 Prussiens et Autrichiens fondirent sur les duchés et arrivèrent sur cette frontière du Slesvig, qui est la grande position du Danemark. Les Danois étaient 15,000; ils firent une défense héroïque. Ils ont été accablés, mais en tenant ferme le drapeau de leur pays. (Vive approbation.)

Que ces nobles armées autrichiennes et prussiennes permettent à un Français, qui honore le courage partout, de leur dire, qu'après les grandes choses qu'elles ont faites dans le monde et dont nous avons été les témoins, elles pouvaient aspirer à un triomphe plus digne d'elles. (Très-bien! très-bien!)

Quand cette armée de 15,000 Danois, réduite d'un quart au moins, se retira dans l'île d'Alsens, il y eut dans toute l'Europe un frémissement d'indignation. L'Angleterre parut le ressentir très vivement, elle proposa à l'Europe une conférence.

Malheureusement, le moment était mal choisi. Sa position vis-à-vis de la France était fautive. C'était le moment où le ministre des affaires étrangères de la France avait cru donner à la question polonaise une force nouvelle en faisant européeniser la question, en obtenant de l'Angleterre et de l'Autriche qu'elles fissent entendre à la Russie un langage d'humanité.

Intention qui lui fait louer, quoique la prévoyance politique eût dû indiquer qu'on obtiendrait pas d'elles davantage. Et, en effet, lorsque la Russie, se relevant fièrement de sa défaite en Crimée, nous faisait le défi d'apporter devant elle, à ses frontières, autre chose que des dépêches parlant d'humanité, l'Autriche et l'Angleterre se sont arrêtées, et nous nous sommes trouvés seuls.

Aurais-je conseillé au gouvernement de passer sur le corps de l'Europe pour aller appuyer ses dépêches d'une guerre folle? Non, et je n'ai jamais blâmé que l'illusion qui avait fait naître cette négociation. On a cherché pour la dignité de la France un refuge; on a imaginé l'idée d'un congrès. Oh! certainement il serait à désirer que cette idée, qui était alors prématurée, pût descendre aujourd'hui du ciel. (Mouvement.) Mais à cette époque elle était impraticable. (Réclamations.)

M. SEVERIN ABBAUCCI. Elle était bonne alors. M. THIERS. Alors aucune question ne pouvait être résolue autrement que par la guerre, et réunir le congrès, c'était s'exposer à mettre le feu à l'Europe. Aujourd'hui il y est; tout ce qu'on pourrait faire, ce serait de l'éteindre. (Approbation et rires.)

L'Angleterre se trouva dans une position bien fautive à l'égard de la France, elle avait été chargée, par toutes les puissances de l'Europe, de refuser le congrès; elle l'avait fait dans ce langage simple, net, rude, qui ne doit pas étonner, quand on connaît la simplicité, la franchise de la manière d'être des Anglais. (Interruption) Ce langage dut sans doute paraître blessant, car c'était le langage de la vérité.

C'est dans ces circonstances que l'Angleterre nous proposa d'entrer dans la conférence relative aux affaires de Danemark. La France accepta de bonne grâce, mais cette bonne grâce ne suffisait point. Que fallait-il faire dans la conférence? Pourquoi l'Europe s'assemblerait-elle? Pour le traité de 1852.

Il fallait donc soutenir le traité de 1852. Quel embarras d'ailleurs la France pouvait-elle éprouver à le soutenir lorsque l'Europe entière, y compris la Prusse et l'Autriche, avait reconnu qu'on ne pouvait mieux régler la question de succession en Danemark?

Tout à coup le cabinet français rédigea une dépêche qui fit une grande sensation dans le monde. On y disait que certainement le traité de 1852 serait ce qu'il y aurait de mieux, mais que l'accord ne paraissait pas exister à cet égard, il y aurait un principe simple à invoquer, le principe des nationalités, qui consistait à consulter les populations.

[A Continuer.]

Notre lisons dans le *Courrier des Etats-Unis* du 21: "La présence aux Etats-Unis de l'ex-dictateur Santa Anna continue à donner lieu à des conjectures et à des appréciations très diverses dans le public et dans la presse. Dions de suite que l'impression générale produite par la démarche du "patriote mexicain" tient beaucoup plus de la méfiance que de la confiance et que, s'il est le libérateur futur de son pays, pour quelques uns, il n'est autre qu'un capion et un intrigant pour le plus grand nombre. Ses antécédents ne justifient ni l'un ni l'autre de ces épithètes, et nous persistons à croire que l'ex-dictateur n'est venu aux Etats-Unis que pour servir ses propres intérêts et pour se "candidature" à la succession présidentielle de Juárez."

D'après le *Commercial of Cincinnati*, M. Seward aurait réellement rendu visite à Santa Anna en allant à Auburn, et le correspondant washingtonien de cette feuille va même, jusqu'à donner des détails très explicites sur cette entrevue. Il affirme, en outre, que c'est sur les instances répétées de M. Seward que l'ex-dictateur s'est décidé à quitter sa tranquille retraite de St. Thomas pour rentrer dans la scène politique, et que c'est sur lui désormais que vont se concentrer toutes les sympathies officielles du gouvernement américain pour la république mexicaine.

D'autre part, le *Herald* se croit en mesure de confirmer l'entente qui se serait établie entre le département d'Etat et l'ex-dictateur, malgré les vives représentations de M. Romero. Il est permis de conserver quelques doutes à ce sujet, d'autant plus que le *Herald* ne nous a jamais scrupuleux sur le choix de ses nouvelles et que le *Times*, dont les attaches semi-officielles sont connues, n'en fait pas mention.

Nous passons sous silence une foule d'autres rumeurs dont l'in vraisemblance est évidente et d'après lesquelles Santa Anna serait tantôt sur le point de partir pour le Mexique, en compagnie de M. Campbell, le ministre résident auprès de la république mexicaine, pour y fonder l'insurrection contre le gouvernement actuel, tantôt chargé de négocier une combinaison qui garantirait les intérêts français et donnerait en même temps satisfaction aux sympathies politiques des Etats-Unis.

En attendant que les événements nous édifient sur ces conjectures plus ou moins hasardées, les seuls faits vrais qui méritent d'attirer un moment notre attention, c'est que Santa Anna a loué pour lui et sa suite, dans la Bône avenue, un magnifique hôtel dont il compte faire son quartier général, à l'instar de M. O'Mahoney, de l'ancienne mémoire, et que le nouveau *Head Centre* mexicain a reçu la visite de plusieurs notabilités politiques et financières du pays. Mais, si nous sommes bien renseignés, la curiosité et l'ignorance, plutôt que la sympathie politique, ont été les seuls mobiles de ces démarches. On cite parmi ces visiteurs emphoriques, les promoteurs de cette affaire véreuse qui, sous l'apparence d'une simple concession de privilèges, cache en réalité une cession virtuelle de territoire; la colonisation de la Basse Californie. Les "concessionnaires" tiennent évidemment à se mettre en règle avec tout le monde, et il n'est pas présumable qu'ils rencontrent la moindre opposition de la part d'un homme qui a déjà tant cédé aux Etats-Unis. N'est-ce pas en effet sous son administration que le Nouveau Mexique, la Californie et d'autres territoires dont la superficie égale celle qu'occupent en Europe l'Allemagne, la France et l'Espagne réunies, ont été cédés aux Etats-Unis. N'est-il pas consenti un peu plus tard à abandonner à la grande république pour une large tranche de terres, sous prétexte de rectification de frontières. Sans compter la séparation du Texas et l'annexion ultérieure de cet Etat à l'Union qui s'accomplissent sous son administration.

De fait, plus de la moitié de ce qui était autrefois Mexique, fait maintenant, et grâce à Santa Anna, partie des Etats-Unis. En rapprochant ces empiétements successifs des Etats-Unis sur le territoire du pays voisin, des protestations de sympathie et d'amitié pour la république mexicaine dont on fait étalage à Washington, on se rappelle involontairement l'amitié qui existait entre Polyphème et les compagnons d'Ulysse: le privilège de l'amitié de l'un des deux parties étant d'être mangée par l'autre, à mesure que l'apprit venait ou que l'occasion se présentait. Nous craignons bien que la présence de Santa Anna dans la grotte du géant n'excite de nouveau

Etats-Unis.

Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis* du 21:

"La présence aux Etats-Unis de l'ex-dictateur Santa Anna continue à donner lieu à des conjectures et à des appréciations très diverses dans le public et dans la presse. Dions de suite que l'impression générale produite par la démarche du "patriote mexicain" tient beaucoup plus de la méfiance que de la confiance et que, s'il est le libérateur futur de son pays, pour quelques uns, il n'est autre qu'un capion et un intrigant pour le plus grand nombre. Ses antécédents ne justifient ni l'un ni l'autre de ces épithètes, et nous persistons à croire que l'ex-dictateur n'est venu aux Etats-Unis que pour servir ses propres intérêts et pour se "candidature" à la succession présidentielle de Juárez."

D'après le *Commercial of Cincinnati*, M. Seward aurait réellement rendu visite à Santa Anna en allant à Auburn, et le correspondant washingtonien de cette feuille va même, jusqu'à donner des détails très explicites sur cette entrevue. Il affirme, en outre, que c'est sur les instances répétées de M. Seward que l'ex-dictateur s'est décidé à quitter sa tranquille retraite de St. Thomas pour rentrer dans la scène politique, et que c'est sur lui désormais que vont se concentrer toutes les sympathies officielles du gouvernement américain pour la république mexicaine.

D'autre part, le *Herald* se croit en mesure de confirmer l'entente qui se serait établie entre le département d'Etat et l'ex-dictateur, malgré les vives représentations de M. Romero. Il est permis de conserver quelques doutes à ce sujet, d'autant plus que le *Herald* ne nous a jamais scrupuleux sur le choix de ses nouvelles et que le *Times*, dont les attaches semi-officielles sont connues, n'en fait pas mention.

Nous passons sous silence une foule d'autres rumeurs dont l'in vraisemblance est évidente et d'après lesquelles Santa Anna serait tantôt sur le point de partir pour le Mexique, en compagnie de M. Campbell, le ministre résident auprès de la république mexicaine, pour y fonder l'insurrection contre le gouvernement actuel, tantôt chargé de négocier une combinaison qui garantirait les intérêts français et donnerait en même temps satisfaction aux sympathies politiques des Etats-Unis.

En attendant que les événements nous édifient sur ces conjectures plus ou moins hasardées, les seuls faits vrais qui méritent d'attirer un moment notre attention, c'est que Santa Anna a loué pour lui et sa suite, dans la Bône avenue, un magnifique hôtel dont il compte faire son quartier général, à l'instar de M. O'Mahoney, de l'ancienne mémoire, et que le nouveau *Head Centre* mexicain a reçu la visite de plusieurs notabilités politiques et financières du pays. Mais, si nous sommes bien renseignés, la curiosité et l'ignorance, plutôt que la sympathie politique, ont été les seuls mobiles de ces démarches. On cite parmi ces visiteurs emphoriques, les promoteurs de cette affaire véreuse qui, sous l'apparence d'une simple concession de privilèges, cache en réalité une cession virtuelle de territoire; la colonisation de la Basse Californie. Les "concessionnaires" tiennent évidemment à se mettre en règle avec tout le monde, et il n'est pas présumable qu'ils rencontrent la moindre opposition de la part d'un homme qui a déjà tant cédé aux Etats-Unis. N'est-ce pas en effet sous son administration que le Nouveau Mexique, la Californie et d'autres territoires dont la superficie égale celle qu'occupent en Europe l'Allemagne, la France et l'Espagne réunies, ont été cédés aux Etats-Unis. N'est-il pas consenti un peu plus tard à abandonner à la grande république pour une large tranche de terres, sous prétexte de rectification de frontières. Sans compter la séparation du Texas et l'annexion ultérieure de cet Etat à l'Union qui s'accomplissent sous son administration.

De fait, plus de la moitié de ce qui était autrefois Mexique, fait maintenant, et grâce à Santa Anna, partie des Etats-Unis. En rapprochant ces empiétements successifs des Etats-Unis sur le territoire du pays voisin, des protestations de sympathie et d'amitié pour la république mexicaine dont on fait étalage à Washington, on se rappelle involontairement l'amitié qui existait entre Polyphème et les compagnons d'Ulysse: le privilège de l'amitié de l'un des deux parties étant d'être mangée par l'autre, à mesure que l'apprit venait ou que l'occasion se présentait. Nous craignons bien que la présence de Santa Anna dans la grotte du géant n'excite de nouveau

Etats-Unis.

Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis* du 21:

"La présence aux Etats-Unis de l'ex-dictateur Santa Anna continue à donner lieu à des conjectures et à des appréciations très diverses dans le public et dans la presse. Dions de suite que l'impression générale produite par la démarche du "patriote mexicain" tient beaucoup plus de la méfiance que de la confiance et que, s'il est le libérateur futur de son pays, pour quelques uns, il n'est autre qu'un capion et un intrigant pour le plus grand nombre. Ses antécédents ne justifient ni l'un ni l'autre de ces épithètes, et nous persistons à croire que l'ex-dictateur n'est venu aux Etats-Unis que pour servir ses propres intérêts et pour se "candidature" à la succession présidentielle de Juárez."

D'après le *Commercial of Cincinnati*, M. Seward aurait réellement rendu visite à Santa Anna en allant à Auburn, et le correspondant washingtonien de cette feuille va même, jusqu'à donner des détails très explicites sur cette entrevue. Il affirme, en outre, que c'est sur les instances répétées de M. Seward que l'ex-dictateur s'est décidé à quitter sa tranquille retraite de St. Thomas pour rentrer dans la scène politique, et que c'est sur lui désormais que vont se concentrer toutes les sympathies officielles du gouvernement américain pour la république mexicaine.

D'autre part, le *Herald* se croit en mesure de confirmer l'entente qui se serait établie entre le département d'Etat et l'ex-dictateur, malgré les vives représentations de M. Romero. Il est permis de conserver quelques doutes à ce sujet, d'autant plus que le *Herald* ne nous a jamais scrupuleux sur le choix de ses nouvelles et que le *Times*, dont les attaches semi-officielles sont connues, n'en fait pas mention.

Nous passons sous silence une foule d'autres rumeurs dont l'in vraisemblance est évidente et d'après lesquelles Santa Anna serait tantôt sur le point de partir pour le Mexique, en compagnie de M. Campbell, le ministre résident auprès de la république mexicaine, pour y fonder l'insurrection contre le gouvernement actuel, tantôt chargé de négocier une combinaison qui garantirait les intérêts français et donnerait en même temps satisfaction aux sympathies politiques des Etats-Unis.

En attendant que les événements nous édifient sur ces conjectures plus ou moins hasardées, les seuls faits vrais qui méritent d'attirer un moment notre attention, c'est que Santa Anna a loué pour lui et sa suite, dans la Bône avenue, un magnifique hôtel dont il compte faire son quartier général, à l'instar de M. O'Mahoney, de l'ancienne mémoire, et que le nouveau *Head Centre* mexicain a reçu la visite de plusieurs notabilités politiques et financières du pays. Mais, si nous sommes bien renseignés, la curiosité et l'ignorance, plutôt que la sympathie politique, ont été les seuls mobiles de ces démarches. On cite parmi ces visiteurs emphoriques, les promoteurs de cette affaire véreuse qui, sous l'apparence d'une simple concession de privilèges, cache en réalité une cession virtuelle de territoire; la colonisation de la Basse Californie. Les "concessionnaires" tiennent évidemment à se mettre en règle avec tout le monde, et il n'est pas présumable qu'ils rencontrent la moindre opposition de la part d'un homme qui a déjà tant cédé aux Etats-Unis. N'est-ce pas en effet sous son administration que le Nouveau Mexique, la Californie et d'autres territoires dont la superficie égale celle qu'occupent en Europe l'Allemagne, la France et l'Espagne réunies, ont été cédés aux Etats-Unis. N'est-il pas consenti un peu plus tard à abandonner à la grande république pour une large tranche de terres, sous prétexte de rectification de frontières. Sans compter la séparation du Texas et l'annexion ultérieure de cet Etat à l'Union qui s'accomplissent sous son administration.

De fait, plus de la moitié de ce qui était autrefois Mexique, fait maintenant, et grâce à Santa Anna, partie des Etats-Unis. En rapprochant ces empiétements successifs des Etats-Unis sur le territoire du pays voisin, des protestations de sympathie et d'amitié pour la république mexicaine dont on fait étalage à Washington, on se rappelle involontairement l'amitié qui existait entre Polyphème et les compagnons d'Ulysse: le privilège de l'amitié de l'un des deux parties étant d'être mangée par l'autre, à mesure que l'apprit venait ou que l'occasion se présentait. Nous craignons bien que la présence de Santa Anna dans la grotte du géant n'excite de nouveau

Etats-Unis.

Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis* du 21:

"La présence aux Etats-Unis de l'ex-dictateur Santa Anna continue à donner lieu à des conjectures et à des appréciations très diverses dans le public et dans la presse. Dions de suite que l'impression générale produite par la démarche du "patriote mexicain" tient beaucoup plus de la méfiance que de la confiance et que, s'il est le libérateur futur de son pays, pour quelques uns, il n'est autre qu'un capion et un intrigant pour le plus grand nombre. Ses antécédents ne justifient ni l'un ni l'autre de ces épithètes, et nous persistons à croire que l'ex-dictateur n'est venu aux Etats-Unis que pour servir ses propres intérêts et pour se "candidature" à la succession présidentielle de Juárez."

D'après le *Commercial of Cincinnati*, M. Seward aurait réellement rendu visite à Santa Anna en allant à Auburn, et le correspondant washingtonien de cette feuille va même, jusqu'à donner des détails très explicites sur cette entrevue. Il affirme, en outre, que c'est sur les instances répétées de M. Seward que l'ex-dictateur s'est décidé à quitter sa tranquille retraite de St. Thomas pour rentrer dans la scène politique, et que c'est sur lui désormais que vont se concentrer toutes les sympathies officielles du gouvernement américain pour la république mexicaine.

D'autre part, le *Herald* se croit en mesure de confirmer l'entente qui se serait établie entre le département d'Etat et l'ex-dictateur, malgré les vives représentations de M. Romero. Il est permis de conserver quelques doutes à ce sujet, d'autant plus que le *Herald* ne nous a jamais scrupuleux sur le choix de ses nouvelles et que le *Times*, dont les attaches semi-officielles sont conn



*Page(s) manquante(s)
ou non-numérisée(s)*

Veillez vous informer auprès du personnel de BAnQ
en utilisant le formulaire de référence à distance, qui se trouve en ligne :

https://www.banq.qc.ca/formulaires/formulaire_reference/index.html

ou par téléphone **1-800-363-9028**

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 